

Nouveau massacre en Syrie : plus de 150 morts
Par Radio-Canada avec Agence France-Presse et Reuters
13 juillet 2012

Un chef rebelle, Abou Mohamad, commandant d'un groupe de combattants basé non loin de cette localité, a pour sa part avancé que l'attaque avait fait plus de 200 morts. Ces informations sont cependant impossibles à vérifier du fait des restrictions imposées à la presse.

L'armée syrienne aurait bombardé cette localité de 10 000 habitants, essentiellement sunnites de la province de Hama, en utilisant des chars et des hélicoptères, a expliqué le président de l'OSDH, Rami Abdel-Rahmane.

« Considérant la petite taille de la ville, c'est peut-être le plus grand massacre commis depuis le début de la révolution. » — Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme

Les bombardements de la ville ont commencé jeudi vers 11 h, et ont arrêté vers 21 h (heure locale), a précisé un chef rebelle, Abou Mohamad.

« La ville est encerclée, de nombreuses maisons sont en feu. Les habitants s'attendent à ce que l'armée entre vendredi matin dans Treimsa et massacrent tout le monde », a ajouté le chef rebelle.

Des opposants ont indiqué que le village a été mis à sac par des individus des « chabiha », des miliciens progouvernementaux.

La télévision a fait état de la mort de trois membres des forces de l'ordre dans des combats à Taramseh et a évoqué un massacre commis par des « terroristes armés », sans livrer de bilan.

Au Conseil de sécurité des Nations unies, des diplomates rapportent que les 15 membres se sont séparés jeudi soir sans faire de progrès sur un projet de résolution sur la Syrie.

La Russie refuse toujours de sanctionner le gouvernement syrien s'il ne cesse pas ses attaques à l'arme lourde contre l'opposition, comme le prévoit un projet de résolution présenté par les Européens et Américains sur la base du chapitre VII de la Charte de l'ONU.

Ce chapitre permet d'imposer des sanctions économiques à un pays pour le contraindre à se plier à une décision du Conseil.

Les États-Unis menacent de ne pas prolonger le mandat de la Mission des observateurs de l'ONU en Syrie (Misnus), qui expire le 20 juillet, si le Conseil n'utilise pas les sanctions comme moyen de pression sur Damas.